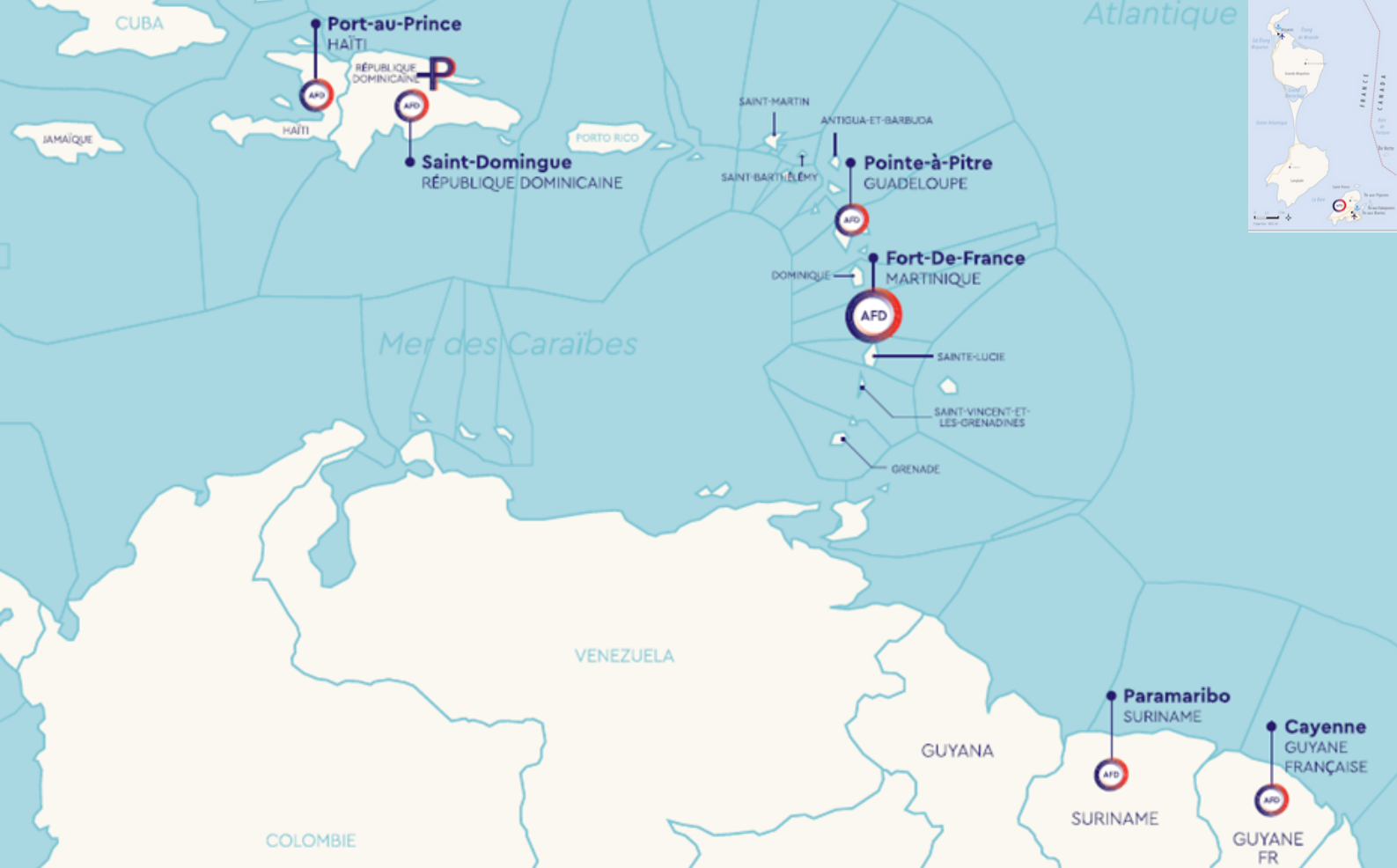




LE GROUPE AFD ET LA COOPERATION RÉGIONALE DANS LA CARAÏBE, L'ATLANTIQUE NORD ET LE PLATEAU DES GUYANES



La Direction régionale Océan Atlantique de l'AFD couvre 16 territoires de la Caraïbe et du plateau des Guyanes, depuis Fort-de-France en Martinique. L'AFD dispose de représentations dans 3 territoires français (Guadeloupe, Guyane et Martinique) et dans 3 Etats étrangers (Haïti, République Dominicaine et Suriname couvrant également la prospection au Guyana). La DROA opère également à Saint-Pierre et Miquelon depuis Fort-de-France.

Outre des projets propres à chaque territoire, l'AFD accompagne les opérations de portée régionale. Les pays de l'OCDE dans lesquels l'AFD peut intervenir conformément aux règles du CAD-OCDE sont des Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Supérieure. Les petits Etats insulaires sont très

exposés aux risques naturels, aux effets du changement climatique et à la dégradation de leur capital naturel.

L'AFD y intervient à l'échelon régional sur des sujets d'intérêt commun et prioritaire. Généralement avec des subventions en soutien aux projets (sur dotations du MEAE) et avec le Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences (FEXTE), les Facilités d'Amorçage, de Préparation et de Suivi de projets (FAPS), la Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL) et les fonds délégués de l'Union Européenne. L'AFD propose également des prêts à des institutions financières régionales comme la Banque de développement des Caraïbes (BDC) ou à des acteurs privés investis sur plusieurs territoires.

L'AFD DANS LES CARAÏBES, L'ATLANTIQUE NORD ET LE PLATEAU DES GUYANES EN QUELQUES CHIFFRES

2018

C'est la date à laquelle la Direction Régionale Atlantique a démarré son activité. Elle a repris en direct le suivi du portefeuille de financements de projets régionaux en amortissement (prêts totalement décaissés et en cours de remboursement).

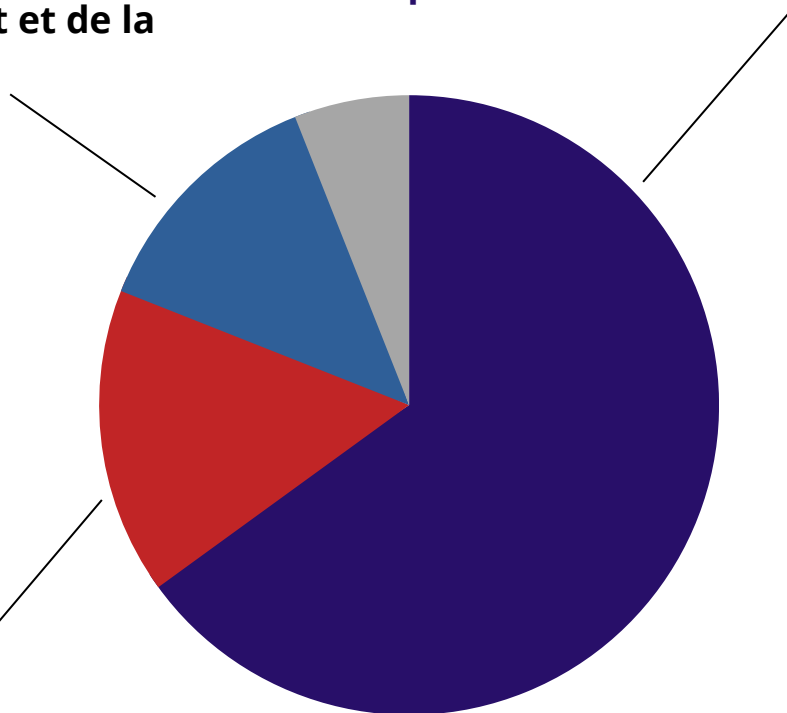
241,7M

Le portefeuille de financements intermédiés par l'AFD en faveur de projets actifs s'élève en 2022 à 241,7 MEUR pour **32 opérations**.

13% du portefeuille est dédié à la **protection de l'environnement et de la biodiversité**

Les projets **luttant contre le changement climatique** et en faveur des énergies renouvelables représentent **65% du portefeuille**

La **lutte contre l'exclusion** représente **16% du portefeuille**



LE GROUPE AFD DANS LES CARAÏBES, L'ATLANTIQUE NORD ET LE PLATEAU DES GUYANES

Les filiales PROPARCO et EXPERTISE FRANCE sont également opérationnelles dans la zone couverte par la DROA.



Soutien des investissements
privés

Agit en République Dominicaine
et en Haïti

Volume de financements
consentis ou en négociations:
environ **200 MEUR en 2022**

Les enjeux de **climat** et de
genre sont principalement
traités.

Mobilisation d'expertise technique
et mise en oeuvre de projets

Dispose d'un portefeuille
régional s'élevant à **116,1 MEUR**

Accompagne **6 projets multi-
pays** dans la zone

Oeuvre principalement en
faveur du **climat** et de la
biodiversité (enjeux qui
représentent 84% des projets)

Appuie les collectivités locales
des territoires français dans le
renforcement de leurs capacités
de maîtrise d'ouvrage.

Les **baillleurs internationaux sont actifs dans la zone**, avec des interventions conséquentes, en subvention et/ou en prêt (DUE, BID, BEI, BCIE, PNUD, coopérations canadienne, allemande, hollandaise, japonaise, USAid,...),



LES PROJETS AFD DANS LA ZONE OCÉAN ATLANTIQUE



1 - APPUI AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES RÉGIONALES

83 MEUR - Lignes de crédit à la Banque de développement des Caraïbes - CZZ2975

La **Banque de Développement des Caraïbes** (BDC) est un partenaire privilégié de l'AFD.

En **juin 2016**, un prêt de **33 MUSD** a été signé, dédié au financement de projets d'infrastructures dans les domaines des énergies renouvelables, de l'eau et de l'assainissement, de l'adaptation aux effets du changement climatique, de la protection des côtes et des berges.

Cette ligne de crédit a **financé des projets à Sainte-Lucie, au Suriname, en Jamaïque et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines**. La totalité de la ligne est aujourd'hui décaissée et affectée.

Une nouvelle ligne de **50 MUSD** a été **octroyée en fin d'année 2022**.

3 MEUR- Assistance technique à la BDC sur Fonds délégués de l'Union Européenne (CIF)

Cette subvention déléguée de l'Union Européenne sur la Caribbean Investment Facility permet d'accompagner la banque dans **l'identification de nouveaux projets** susceptibles d'être financés ultérieurement.

Un second financement de **900k EUR** a été accordé sur cette CIF à l'entreprise française EGIS pour la réalisation d'une étude large sur le réseau d'adduction d'eau potable en zone rurale en Jamaïque.

L'AFD pourrait financer, à travers sa **nouvelle ligne de crédit de 50 MUSD**, les **projets dont l'identification a été permise** sur fonds européens.

Une **nouvelle subvention a été attribuée par l'Union Européenne** pour accompagner les projets à venir

300k EUR - Appui au développement de la finance climat dans la Caraïbe

Au titre de **l'initiative "Adapt'Action"**, la Direction Régionale a mobilisé **une FAPS de 300k EUR** au bénéfice de la Banque Centrale de la Caraïbe Orientale (BCCO), de la Banque de Développement de la Jamaïque et de la Banque de développement de Sainte-Lucie via le GGGI (Global Green Growth Institute) pour les accompagner dans une **démarche de gestion des risques climatiques, environnementaux et sociaux**.

Cette FAPS **permettra d'amorcer une action de plus grande envergure** sur fonds délégués de l'Union Européenne (1,5 MEUR de la CIF).

Concrètement, il s'agit d'**accompagner les banques centrales** (BCCO et BDJ) et également la BCRD pour la République Dominicaine) pour tester la résilience de leur bilan bancaire à partir d'hypothèses climat.

5,35 MEUR - Fonds délégués de l'Union Européenne (CIF) pour accompagner la nouvelle ligne à la BDC et le développement de la finance climat dans la Caraïbe

En synthèse des deux actions précédentes, l'Union Européenne a consenti **une subvention de 5,35 MEUR fin 2022 pour accompagner d'une part la nouvelle ligne de crédit à la BDC (50 MUSD)**.

De plus, cette subvention permet de **poursuivre le dialogue instauré sur la FAPS** avec la Banque Centrale de la Caraïbe Orientale (BCCO), la Banque de Développement de la Jamaïque et la Banque Centrale de la République Dominicaine (BCRD) pour (1,5 MEUR, soit 500k EUR chacun).

350k EUR sont attribués à l'**AFD pour le recrutement d'une assistance technique pour le suivi de la CIF** dans sa globalité aux 4 acteurs (BDC, BCCO, BDJ et BCRD).

EN BREF:

4 projets ont pour objectif l'appui aux institutions financières régionales

91,65 MEUR ont été mobilisés

2 - LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

2 MEUR - Assistance technique au gouvernement de la Dominique sur fonds délégués de l'Union Européenne (CIF)

A la Dominique, l'AFD accompagne depuis 2012 la structuration d'un **projet de production d'électricité d'origine géothermique** et sa **potentielle interconnexion vers la Guadeloupe** et/ou la Martinique. **L'AFD a mobilisé 6,5 MEUR sous forme de prêt en faveur de l'Etat de la Dominique** (totalement décaissé) et **2 MEUR sous forme de subvention européenne (CIF)**, pour couvrir les besoins de forages exploratoires, d'appui à maîtrise d'ouvrage et d'études techniques et financières. **Les études devraient s'achever en septembre 2023.**

Les travaux financés dans le cadre du prêt AFD **ont été achevés en 2015**. La portée des travaux dans le cadre de l'assistance technique a **évolué à la suite de l'ouragan Maria en 2017**. L'UE a accepté de **réaffecter partiellement les fonds** et de **prolonger le délai de mise en œuvre**.

En 2018, 3 lots principaux de travaux ont été attribués à Seureca (filiale de VEOLIA) et Tractebel. De nouveaux lots ont ensuite été attribués en 2020 à Engie Transitions Services et Tractebel Impact Belgium et finalement en 2021 à Artelia/Phoenix. A ce jour, l'assistance technique à la DGCD pour la mise en service de la centrale géothermique est terminée (assuré par Seureca).

Un reliquat d'environ 200k EUR de la CIF est en cours de réallocation.

L'arrivée du consortium privé (Engie, STOA, NGE) en 2021 devait financer à hauteur de 75/80% la Centrale et l'exploiter avec la DGDC (20/25%). Le consortium s'étant retiré, le financement de la Centrale apparaît non finalisé à ce stade.

15 MEUR - Soutenir un programme régional d'installations photovoltaïques sur toitures

Porté par la **société Eneko**, filiale du groupe Systeko, le programme comprend la **construction et l'exploitation de près de 200 installations photovoltaïques** sur toitures situées **en Martinique, Guyane et Guadeloupe**, pour une puissance de 16 MWc.

Financé à hauteur de **15 MEUR par l'AFD**, l'énergie verte produite par chacune des installations photovoltaïques sera **injectée au réseau public et rachetée de fait pour une durée de 20 ans** par les services d'EDF.

Le groupe Systeko, basé en Martinique, assurera, en qualité de producteur d'énergie propre, l'exploitation et la maintenance des équipements mis en place dans le cadre du programme Eneko.

5 MEUR - Accompagner la transition énergétique dans la zone Antilles-Guyane

Le projet est porté par la société Renko, filiale de Systeko. Le programme prévoit **la construction de près de 100 centrales photovoltaïques d'ici à 2024** et leur **exploitation pour les 20 années à venir à minima**. Elles seront réparties sur des toitures situées en **Guadeloupe, en Guyane et en Martinique**. L'énergie produite sera injectée au réseau public et rachetée par EDF.

Ce projet, financé à hauteur de **5 MEUR par l'AFD**, s'avère vertueux à plusieurs niveaux. En effet, il **permet d'améliorer les mix énergétique locaux** et de **contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre**, tout en rétribuant les propriétaires des toitures sur lesquelles sont installés les panneaux. L'exploitation des toitures s'inscrit dans une démarche de prise en compte des contraintes foncières locales et permet d'éviter l'artificialisation des sols.

EN BREF:

3 projets ont pour objectif le développement des énergies renouvelables

22 MEUR ont été mobilisés

3 - RÉPONSE AUX CATASTROPHES NATURELLES

10 MEUR - Subvention à la Croix-Rouge française pour le projet "Ready together"

En 2018, l'AFD a octroyé une subvention de **4 MEUR à la Croix-Rouge** dont **1,5 MEUR dédiés à la zone Atlantique dans le cadre du projet « Ready Together »** dans les pays de l'Organisation des Etats Orientaux de la Caraïbe (OECO).

Piloté par la Plateforme d'Intervention Régionale en Amériques et aux Caraïbes (PIRAC), il vise à **renforcer la coopération inter-caribéenne** pour **répondre aux catastrophes naturelles** et **organiser la réponse opérationnelle d'urgence**. Ce projet est cofinancé par le programme européen INTERREG et la Région Guadeloupe.

Une **contribution complémentaire de 1,5 MEUR** a été octroyée au bénéfice de ce projet **en décembre 2020**.

Une **nouvelle contribution en subvention** pour un montant de **4,5 MEUR** a été autorisée **en 2021**. Elle permet notamment la construction d'un entrepôt humanitaire en Guadeloupe.

EN BREF:

1 projet est dédié à la réponse aux catastrophes naturelles

10 MEUR ont été mobilisés

4 - AGROÉCOLOGIE ET SANTÉ

1 MEUR - Subvention au CIRAD pour le projet "CaribGREEN"

L'AFD soutient l'initiative CaribGREEN portée par le CIRAD à travers une subvention de **1 MEUR accordée en 2019**. CaribGREEN englobe l'ensemble de la grande Caraïbe composée de plus d'une trentaine de pays et territoires insulaires et continentaux. Le projet vise à **structurer une plateforme caribéenne collaborative en agro-environnement et santé**.

Ce partenariat régional construit sur **plusieurs décennies** réunit les **partenaires caribéens de la recherche-innovation-formation en sciences de l'agriculture, de l'environnement et de la santé**, avec les principales institutions de la Caraïbe. La mutualisation de leurs expertises permet la mise en œuvre d'approches collaboratives, interdisciplinaires et multisectorielles afin d'**identifier des solutions innovantes** aux défis de développement du secteur agricole.

Parmi les activités financées, **l'intégration de composantes agro-environnementale** au sein des systèmes agricoles est privilégiée, tout comme **l'optimisation des interventions en santé** animale, humaine et végétale via la préparation aux urgences, le renforcement d'un système d'alerte précoce, et la surveillance des maladies.

1,5 MEUR - Subvention à la CARPHA, agence de santé publique caribéenne

A travers une subvention de **1,5 MEUR accordée en 2018** à l'**agence de santé publique caribéenne (CARPHA)**, l'AFD soutient le renforcement de la veille stratégique ainsi que les approches partenariales pour **prévenir et contrôler les maladies non transmissibles** et plus largement la sécurité sanitaire régionale dans la Caraïbe.

900k EUR - Subvention à la CARPHA sur le volet numérique dans le cadre du projet numérique

En **octobre 2020**, l'AFD a sécurisé une **subvention déléguée de l'Union Européenne** qui lui permet, entre autres, de **poursuivre sa relation avec la CARPHA** sur le **volet numérique**.

L'objectif de **cet appui financier de 900k EUR** est d'**améliorer l'utilisation efficace des données de surveillance électronique** pour soutenir l'intégration des systèmes régionaux de surveillance des Caraïbes maintenus par la CARPHA, en:

- Augmentant leur interopérabilité
- Améliorant la disponibilité et de la rapidité des données

Afin de produire des rapports consolidés intégrés pour une **surveillance efficace de la santé publique** et participer ainsi à la réponse à la crise COVID-19.

300k EUR - Subvention Fonds Outre-Mer (FOM) pour accompagner la mise en place d'un réseau de mesure de la qualité de l'air dans les pays de la Caraïbes

L'AFD est **partenaire du projet Sarg'Coop de lutte contre les nuisances liées aux échouages des algues sargasses**.

L'AFD contribue au financement du projet à travers une **subvention du Fonds Outre-Mer (enveloppe régionale) de 300k EUR** qui permet d'accompagner le **déploiement d'un réseau de mesure de la qualité de l'air** dans plusieurs pays de la Caraïbe, à savoir Cuba, la Dominique, le Mexique, la République Dominicaine, Sainte-Lucie et Tobago. La convention a été **signée en septembre 2021**.

40k EUR - Participation à la réalisation d'une bande dessinée pédagogique sur le thème des sargasses

En 2021, l'AFD a contribué à la réalisation d'une bande dessinée sur les sargasses, valorisée par le programme METIS et financée par les trois Directions Régionales concernées (Océan Atlantique, Brésil et Mexique). Ce projet, **porté par l'Alliance Française de Saint-Domingue**, mobilise une vingtaine de pays de la zone.

300k EUR - Subvention FOM à la Croix-Rouge française pour le projet "Rempart"

En **octobre 2020**, l'AFD a sécurisé **300k EUR** sur le volet régional du Fonds Outre-Mer pour accompagner la Croix-Rouge française dans la **mise en place d'un Réseau d'Expertise et Mobilisation PARTICipative** (REMPART épidémique) pour le **renforcement de la lutte contre les épidémies** et notamment Covid-19 sur le **plateau des Guyanes** (Guyane, Suriname et Guyana). **La convention a été signée en juin 2021.**

EN BREF:

6 projets sont dédiés à l'agroécologie et à la santé

4,04 MEUR ont été mobilisés

5 - ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

5,7 MEUR- Subvention en appui à l'OECO, Cuba et la République Dominicaine à travers l'initiative "Adapt'Action"

La facilité « Adapt'Action » a été dotée de **30 MEUR** dont **5,7 MEUR** sur la zone **Atlantique** (1,7 MEUR en République Dominicaine, 1,7 MEUR à Cuba et 1,2 MEUR en faveur de l'OECO).

Les activités financées dans le cadre de l'initiative « Adapt'Action » se sont **achevées en novembre 2022**. En 2018, dans la zone Caraïbes, l'AFD a signé **un protocole d'entente avec l'OECO** pour la mise en place de la facilité. Elle a permis de **réaliser et de diffuser des outils de renforcement de capacités**, recherchant des solutions d'adaptation au changement climatique inspirées de la nature et intégrant la prise en compte du genre.

Par ailleurs, la mobilisation des experts pour l'étude de mécanismes de réponses précoces aux risques de catastrophes naturelles est facilitée. Des **actions de sensibilisation et de formation** à destination des banques centrales et régulateurs d'une part et des urbanistes et aménageurs d'autre part ont été menées afin qu'ils **intègrent l'adaptation au cœur dans leurs actions**.

350k EUR - FEXTE à l'Office International de l'Eau (OIEau) pour déployer la technologie des filtres plantés de végétaux (Caribsan)

Ce **projet de coopération inter-caraïbe** pour la **valorisation des Filtres Plantés de Végétaux** pour le **traitement des eaux usées** a été co-identifié par l'AFD et le **Service Economique Régional de Panama** dont dépendent les Etats de la Caraïbe pour un cofinancement sur FEXTE.

L'Office de l'eau de la Martinique est le maître d'ouvrage du projet, soutenu financièrement et techniquement par l'Office International de l'Eau.

Le présent FEXTE **permet de compléter le financement d'un projet INTERREG de déploiement dans trois Etats de la Caraïbe** (Sainte-Lucie, la Dominique et Cuba) de la technologie de traitement des eaux usées en zone tropicale par filtres plantés de végétaux. Le projet est porté par **l'Office International de l'Eau** (OIEau).

Au niveau opérationnel, le projet **associe trois bénéficiaires caribéens** qui sont également partenaires du programme INTERREG auquel ce financement FEXTE contribue:

- L'Institut National des Ressources Hydrauliques (INRH) à Cuba ;
- La Dominica Water and Sewerage Company Limited (DOWASCO) à la Dominique ;
- La Water and Sewerage Company Inc. (WASCO) à Sainte-Lucie.

Des conventions ont été signées avec chacun des trois partenaires. **Le projet avance bien, les dates sont respectées.** Les composantes du projet visent à :

- Déployer la technologie innovante de Filtres Plantés de Végétaux (FPV) pour le traitement des eaux usées.
- Assurer un transfert efficace des connaissances et la formation du personnel en charge des futurs FPV dans les pays partenaires dans le but d'un déploiement durable de la technologie. Au terme du projet, les pays partenaires seront autonomes dans la gestion des futures stations sur leur territoire. Les activités de cette composante permettront d'assurer la dimension fédératrice de ce projet entre les pays partenaires.
- Partager les résultats de CARIBSAN avec les partenaires mais aussi, de manière plus large, avec d'autres acteurs de l'espace caribéen qui pourraient être intéressés par les FPV à l'avenir.

EN BREF:

2 projets sont dédiés à l'adaptation au changement climatique

6,05 MEUR ont été mobilisés

6 - PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS

2,5 MEUR - Subvention déléguée de l'Union européenne sur l'enveloppe FED en faveur du projet "Recycle OECS"

Recycle OECS se déploie en lien avec le partenariat de coopération UE-Caraïbes pour la gestion des déchets solides. Ainsi, **trois organisations** ont reçu des dotations pour la mise en œuvre de **projets clés visant à soutenir le partenariat UE-Cariforum** sur la gestion des déchets solides : l'AFD, l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Ce projet **s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Zéro déchet dans les Caraïbes »** de l'Union européenne, qui vise à la réduction de la production de déchets, l'amélioration des pratiques de gestion des déchets, la promotion de modes de consommation et de production durables et l'encouragement de l'innovation dans le domaine de la gestion des déchets.

4 MEUR - Subvention au Caribbean Biodiversity Fund

Caribbean Regional Architecture for Biodiversity (CRAB) est un projet de **soutien à l'architecture financière constituée par le CBF et les 11 Trust Fonds Nationaux de Conservation (NCTF)** membres du CBF.

Le **CBF est un fond capitalisé de 80 MEUR** consacré à la **conservation de la biodiversité dans la région Caraïbe**. Il a été créé en 2013 et fête ses 10 ans. Son principe de fonctionnement repose sur le **placement des actifs capitalisés sur les marchés financiers**, via une entreprise gestionnaire spécialisée, afin de dégager des rendements (4% par an) qui sont alloués au prorata aux NCTF partenaires, selon une répartition du capital investi préalablement définie en faveur de chaque pays bénéficiaire.

L'intérêt de ces NCTF est de fonctionner de manière autonome une fois le capital constitué et de pouvoir **apporter des financements réguliers** en soutien d'aires protégées ou de projets de conservation de la biodiversité.

Le **CBF** présente la particularité d'être **constitué en une architecture alliant un fond régional à des fonds de conservation nationaux** des différents pays membres de la Caraïbe. Il est donc une structure particulièrement intéressante **en capacité d'intervenir à la fois aux échelles régionale et locales.**

L'AFD et le FFEM participent à hauteur de 4 MEUR au projet CRAB qui a un **budget global de 7 MEUR** complété par **0,5 MEUR de la KfW** et un autofinancement du **Caribbean Biodiversity Fund de 2,5 MEUR.**

Ce projet vise à **consolider le réseau des fonds nationaux de conservation affiliés au CBF**, dans son fonctionnement, sa gouvernance et ses activités de financement de conservation de la biodiversité.

Par ailleurs, le projet propose **d'utiliser ce réseau pour en faire une plateforme d'échanges** et **mieux inscrire les petits pays de la Caraïbe dans l'agenda régional et international de la biodiversité.** Cette plateforme sera également utilisée pour **favoriser la concertation avec les acteurs français dans la zone** (collectivités territoriales, gestionnaires d'aires protégées, experts, chercheurs).

La convention de financement a été signée le 14/03/2022. Le projet durera jusqu'à fin 2026.

11 MEUR - Subvention au Fonds Haïtien pour la biodiversité (FHB)

Le FHB est **le fonds de conservation national membre du Caribbean Biodiversity Fund (CBF) pour Haïti.**

Il a bénéficié le 16 juin 2021 d'une subvention de 11 MEUR, 10 MEUR étant capitalisé par le CBF en faveur d'Haïti et **1 MEUR** étant apporté directement par l'AFD au FHB pour renforcer ses capacités et l'aider à lancer son activité.

Le projet **vis** un **double objectif**. En apportant une **dot**ation en capital de **10 MEUR au CBF** spécifiquement fléchée sur le FHB, qui s'ajoute aux 10 MEUR précédemment existants apportés par la coopération allemande (KfW), il permet de **multiplier par deux les rendements générés en faveur du FHB** avec un **montant annuel avoisinant les 800k USD**.

Cela fait du **FHB le fonds de conservation national recevant le plus de ressources de la part du CBF** et le place à long terme en capacité d'intervenir avec force sur **des actions durables de conservation** de la biodiversité qui ne figurent pas parmi les priorités, par ailleurs multiples au regard des besoins, du gouvernement haïtien.

Le **FHB est par ailleurs une structure jeune**, créée en octobre 2018. Parallèlement au renforcement de sa capacité financière, le projet intègre donc **un volet d'appui institutionnel** destiné à **le soutenir dans sa structuration, sa gouvernance** et ses modalités de fonctionnement opérationnel.

Le projet durera jusqu'à fin 2026.

3 MEUR - Subvention à l'OECO pour restaurer des mangroves

L'initiative « Adapt'Action » a permis d'accompagner la conception d'une idée de projet avec pour objectif d'accroître les capacités d'adaptation au changement climatique des communautés en protégeant, restaurant et gérant les écosystèmes de mangrove et les services qu'ils fournissent.

Le rôle de la mangrove est multiple - dans la lutte contre le réchauffement climatique (capture le carbone, lutte contre érosion et catastrophe naturelle) et dans son rôle de sanctuaire de biodiversité marine et terrestre.

Un financement de **3 MEUR** a été identifié pour un octroi en 2023.

Deux objectifs sont attendus :

- La création d'un cadre régional de surveillance des mangroves
- La mise en place de zone protégées avec la fourniture de ressources, d'un soutien technique et de capacités pour permettre une planification du développement dans un contexte de changement climatique

1 MEUR - Subvention recherche IFREMER

En **décembre 2020**, l'AFD a signé avec l'Ifremer **une convention d'appui à la production de connaissances et d'outils pour la protection et la gestion des ressources marines** dont deux composantes concernent la Caraïbe :

- Le développement d'indicateurs pour une meilleure gestion des phénomènes d'eutrophisation en zones côtières tropicales -OLITROP (Martinique et Guadeloupe ; pays partenaires à définir) pour un montant de **100k EUR**.
- Le développement d'outils pour le suivi des espèces impliquées dans le syndrome de la ciguatera en Mer des Caraïbes -CARMINA (Trinidad & Tobago, Antigua & Barbuda et la Jamaïque) pour un montant de **150k EUR**.

10 MEUR - Facilité Biodiversité multi-pays incluant le Guyana

Cette facilité Biodiversité **accompagne 16 pays - dont le Guyana**, seul pays retenu dans la zone - sélectionnés au regard de leurs **caractéristiques propres en matière de biodiversité** dans l'élaboration de leurs contributions avec pour ambition de participer au succès et à l'ambition du nouveau cadre pour la biodiversité qui a été négocié **à la CoP15 en décembre 2022**. **Expertise France est gestionnaire de cette facilité.**

24 MEUR - Subvention déléguée de l'Union Européenne en appui au renforcement de la gouvernance forestière multi-pays incluant le Guyana

Ce **programme d'appui au renforcement de la gouvernance forestière** concerne **huit pays**, dont le Guyana, ayant significativement **progressé dans le processus FLEGT** - Forest Law Enforcement, Governance and Trade de l'Union Européenne.

L'objectif du programme **est de contribuer à la gestion durable des forêts**. Il apporte à chaque pays **un accompagnement adapté** à ses besoins pour achever le processus FLEGT. Cet accompagnement est adossé aux programmes d'activités, élaborés dans chaque pays, par le comité conjoint de mise en œuvre des accords de partenariat volontaire.

10 MEUR - Subvention déléguée de l'Union Européenne en faveur du projet sustainable Forest Livelihoods for Communities of Guyana and Suriname (SFL)

Le projet a **pour objectif d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de la qualité de vie des communautés au Guyana et au Suriname**. Il vise à appuyer les autorités et communautés locales en matière de gouvernance des territoires et à développer des activités durables, équitables et pérennes, génératrices de revenus.

Il se **décompose en plusieurs composantes** et vise à **adopter une approche intégrée et territoriale**. Pour ce faire des **régions « pilotes » prioritaires ont été pré-identifiées**. L'idée est de dérouler des actions intégrées dans ces zones à la fois sur des aspects de gouvernance et de planification territoriale et sur le développement d'initiatives génératrices de revenus.

Un axe fort du projet consistera au **partage de connaissances et leçons** apprises entre les différentes communautés à l'échelle locale et régionale.

Programme régional dédié à la problématique des Sargasses - Sargassum

L'AFD souhaite **lancer en 2024 un projet régional de lutte contre les sargasses**, qui **associe les territoires français d'outre-mer et Etats étrangers** – notamment de l'Est – de la Caraïbe touchés par le phénomène. Depuis une dizaine d'années, le phénomène des sargasses est un fléau pour les pays riverains de la mer des Caraïbes. Les multiples dimensions de la problématique commencent à faire l'objet d'actions au sein des différents territoires, sans coordination à l'échelle régionale, sans consolidation systématique de leurs effets et sans partage des connaissances et des bonnes pratiques intéressant pourtant l'ensemble de la zone géographique touchée par le phénomène. **C'est pourquoi l'AFD souhaite se mobiliser.**

Une subvention de l'AFD de **8 MEUR** est envisagée. L'initiative **recherchera la contribution d'autres bailleurs** (notamment UE) en **une coalition à même d'adresser la diversité des enjeux posés par le phénomène** : recherche scientifique, monitoring et détection en mer, protection des plages et des écosystèmes, collecte et valorisation économique.

Dès juillet 2023, **une FAPS de 300k EUR** permettra de cartographier l'existant (études scientifiques, acteurs engagés et initiatives lancées) dans le domaine de la lutte contre les sargasses ainsi que d'effectuer une étude de faisabilité approfondie et la formulation détaillée du projet. Finalement, cette FAPS contribuera au démarrage opérationnel du projet.

A noter qu'un **projet pilote** du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (**FFEM**) pourrait être parallèlement lancé **en République Dominicaine** courant 2023 pour soutenir les initiatives localement en cours et capitaliser sur ces expériences.

35 MEUR - EUROCLIMA CARAIBES (par Expertise France)

Une **nouvelle facilité de 35MEUR** est mise en place depuis **début 2023 sur 5 ans** sur **financements de l'Union européenne** gérés par la DUE Barbade.

EUROCLIMA Caraïbes couvre **16 Etats de la Caraïbe**. Il contribue à la transition verte de la région, par des efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et par la protection et la conservation de la diversité biologique.

EN BREF:

10 projets sont dédiés à la protection de la biodiversité et la prévention des pollutions

100,5 MEUR ont été mobilisés

7 - APPUI AUX ACTIONS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉES (FICOL)

4 projets composent le portefeuille FICOL dans les pays de la zone Caraïbe - 3 en Haïti, 1 à la Dominique

2 MEUR sont mobilisés. La dernière subvention a été engagée en avril 2020. Les trois projets sont achevés. Celui porté par la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise est en cours d'exécution.

Le projet de coopération entre la Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) et Electriciens sans Frontières et la communauté des municipalités de la région des Palmes en Haïti s'est achevé en 2020.

Le projet consistait à étendre et harmoniser le parc de lampadaires photovoltaïques.

Le projet de la CACEM et de la DALCA (Dominica Association of Local Community Authorities) en Dominique contribue durablement aux ambitions de transition énergétique de l'île de la Dominique via la mise en oeuvre d'**installations électriques renouvelables** de référence et le renforcement de capacités de la DALCA.

Le projet s'est **achevé en juillet 2022**

La commune du Prêcheur, la communauté d'agglomération CAP Nord et l'Office de l'Eau de la Martinique ont soutenu la commune de Thiotte en Haïti avec 2 objectifs:

L'amélioration de l'accès à l'eau par le développement du réseau d'eau

Le renforcement de la gouvernance locale

Le projet s'est **achevé en juillet 2022**

La communauté d'agglomération de Cergy Pontoise travaille avec la communauté des municipalités de la région des Palmes en Haïti. Le projet vise à améliorer et renforcer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, mais aussi à protéger les ressources en eau (pollution, changement climatique...) tout en développant l'écotourisme de montagne afin de désenclaver les mornes.

Le projet est **en cours**.

8 - TRANSPORTS

190k EUR - FEXTE pour une étude de faisabilité pour la convergence réglementaire au bénéfice de l'ECAA (Eastern Caribbean Civil Aviation Authority)

La région des Caraïbes présente une diversité de règlements nationaux issue des différentes histoires et organisations des pays qui la composent.

Le Projet « Étude de faisabilité pour la convergence réglementaire avec l'ECCAA » a pour objectif d'identifier les axes d'harmonisation des règlements applicables en matière de sécurité aérienne au sein du bassin caribéen pour **faciliter la connectivité dans la zone et d'accompagner le bénéficiaire dans la mise en place du cadre pour faire face à l'impact de l'aviation sur le changement climatique.**

Elle **pourra s'étendre** sur l'accompagnement d'ECCAA, au nom des autorités des aviations civiles des **pays membres de l'OECS**, et sur l'identification de points de progrès de leur corpus réglementaire par rapport aux normes de l'OACI, en s'inspirant, si ces autorités de l'aviation civile le souhaitent, de l'acquis des règlements communautaires.

Un échange de bonnes pratiques dans la mise en place d'une surveillance de la conformité de leurs opérateurs auxdits règlements pourra également être mis en place envisagé.



LE PORTEFEUILLE RÉGIONAL D'EXPERTISE FRANCE



**EXPERTISE
FRANCE**

6 projets régionaux en cours d'exécution

116,1 MEUR répartis pour financer des projets en faveur du climat et de la biodiversité

ReSEMBID	Climat, biodiversité et développement durable	36.9 MEUR	UE	10/2019 10/2023
-----------------	--	------------------	-----------	----------------------------

L'objectif général du programme ReSEMBiD est d'appuyer les efforts nationaux de développement humain durable déployés par les PTOM des Caraïbes (Anguilla, Aruba, St Barthelemy, British Virgin Islands, Bonaire, Iles Caïman, Curacao, Montserrat, Saba, Iles Turques-et-Caïques, St Eustatius, St Maarten).

Ses objectifs indicatifs spécifiques sont les suivants :

1. Renforcer l'efficacité énergétique des infrastructures à forte consommation énergétique,
2. Améliorer la protection et la gestion durable de la biodiversité marine des PTOM,
3. Augmenter la résilience des PTOM des Caraïbes et leur adaptation aux phénomènes naturels extrêmes et récurrents

VITAL - Initiative sur le Vieillissement en Amérique Latine	Protection sociale	1 MEUR	AFD	11/2020 11/2023
--	---------------------------	---------------	------------	----------------------------

Appuyer la définition et la mise en place de politiques publiques permettant de faire face aux conséquences multidimensionnelles de l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population totale, autour de 3 grands sujets : (1) offre médico-sociale ; (2) offre de santé ; (3) système de retraite.

4 composantes : (1) dialogue de politique publique ; (2) mise en place des activités prioritaires dans les Plans d'Action Nationaux et qui répondent à des besoins concrets des administrations publiques (AT) ; (3) connaissance, formation et renforcement des capacités ; (4) préparation d'opérations de financement/cofinancement.

Le projet ne concerne que la République Dominicaine en zone Caraïbes.

Facilité ICR	Gouvernance économique et financière	10 MEUR	UE	2019-2022
---------------------	---	----------------	-----------	------------------

La Facilité ICR (Investment Climate Reform) soutient les États membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) dans l'amélioration du climat des affaires dans leurs économies respectives. La Facilité, qui s'inscrit dans le troisième pilier du plan d'investissement extérieur de l'Union européenne, qui concerne l'amélioration du climat des investissements, s'articule autour de trois volets :

1. L'amélioration de l'environnement des affaires et du climat des investissements
2. Le renforcement des capacités des institutions de financement du développement
3. La capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques

La facilité est financée par l'UE et l'assistance technique est mise en œuvre par un consortium de quatre agences : Expertise France, la GIZ, le British Council, et SNV.

ACP DGI	Numérique, développement du secteur privé	15.4 MEUR (Part EF: 1.67 MEUR)	AFD	01/2021 12/2023
----------------	--	---	------------	----------------------------

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme DIRECCT (Digital REsponse Connecting CiTizens), financé par l'UE et mis en œuvre conjointement par l'AFD et ENABEL, qui vise à renforcer la connectivité et la numérisation d'acteurs de la santé, de l'éducation, et des petites entreprises afin de mieux faire face aux crises.

Le projet ACP-DIGI est mis en œuvre par EF et vise à renforcer la digitalisation des MPMEs et des entrepreneurs face au COVID en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes afin de favoriser leur continuité et leur reprise face à la pandémie.

En zone Caraïbes : Antigua et Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, Dominique, la République Dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinidad-et-Tobago.

Green Overseas	Changement climatique / développement durable	17.8 MEUR	UE	2019-2022
-----------------------	--	------------------	-----------	------------------

Financé dans le cadre du 11e Fonds Européen de Développement (FED), le projet vise à contribuer au développement durable, inclusif, et résilient des PTOMs européens et britanniques.

Le programme se décline en deux modalités d'interventions :

- La Facilité GO, accessible en réponse à des demandes d'actions sur mesure en lien avec des priorités territoriales ;
- La Communauté GO regroupant des activités d'apprentissage collectif et d'échange entre pairs pour répondre à des besoins communs, en faisant bénéficier des expériences et savoir-faire.

Trois domaines clefs sont ciblés par le programme :

- La transition énergétique : politiques publiques et cadres réglementaires, gestion des déchets des énergies renouvelables, efficacité/sobriété énergétique, ecomobilité et transports décarbonés.
- La résilience aux changements climatiques : politiques publiques, gestion du littoral, gestion résiliente des ressources en eau, systèmes alimentaires résilients aux changements climatiques.
- Accès aux financements : accès aux financements climats des bailleurs multilatéraux et bilatéraux, accès aux investissements privés pour des projets d'efficacité énergétique/énergies renouvelables/infrastructures résilientes, gestion des risques financiers liés aux changements climatiques.

Territoires concernés dans les Caraïbes : Anguilla, Aruba, Bonaire, Iles Vierges Britanniques, Iles Caïmans, Curaçao, Montserrat, Saba, Saint Barthelemy, Saint-Eustache, Sint Maarten, Iles Turks-et-Caicos, Bermudes.

EUROCLIMA Caraïbes	Changement climatique/ biodiversité	35 MEUR (part EF: 10 MEUR)	AFD	01/2021 12/2027
---------------------------	--	-----------------------------------	------------	----------------------------

EUROCLIMA est le programme de coopération phare de l'Union européenne (UE) en approche Equipe Europe sur la durabilité environnementale et le changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC). Il vise à contribuer à la transition verte de la région ALC, par des efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et par la protection et la conservation de la diversité biologique.

Deux résultats principaux sont attendus :

- L'environnement favorable à une transition verte (politiques intégrées, cadres juridiques, plans sectoriels et instruments financiers) sera renforcé, conformément aux objectifs en matière de climat, de biodiversité et d'économie circulaire ;
- Des approches transformatrices dans des domaines clés pour la transition verte seront développées, démontrées et étendues grâce à la mobilisation de financements publics et privés.

La plupart des actions EUROCLIMA seront définies de manière participative par le biais de processus de dialogue-pays basés sur les besoins des pays partenaires (16 pays que sont Antigua et Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, Cuba, la République Dominicaine, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, la Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts et Nevis, Saint Vincent et Grenadines, le Suriname, et le Trinidad et Tobago).

Aux côtés de la GIZ et du PNUD, Expertise France contribue à EUROCLIMA dans les Caraïbes en :

- Soutenant la coordination et la cohérence du programme ;
- Facilitant un certain nombre de dialogue-pays, sous la direction de la Délégation de l'Union européenne et du point focal national;
- Agissant en tant qu'agence d'exécution pour des actions pouvant inclure le soutien aux politiques sur le climat, l'économie circulaire et la biodiversité. »